Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **Dossier suivi par : I. FABREGUE** **Tél. : 01.49.55.53.65** **Mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-832** **16/10/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) :

1 poste de bio statisticien (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à LYON (69).

1 poste de chargé(e) de dossier scientifique et technique (catégorie A ou agent contractuel) à FOUGERES (35).

1 poste d'informaticien(ne) administrateur(rice) de bases de données (assistance à la maîtrise d'ouvrage) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'inspecteur(rice) des établissements pharmaceutiques vétérinaires (catégorie A+ ou agent contractuel) à FOUGERES (35).

Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) :

1 poste d'administrateur(rice) adjoint(e) de la section des affaires européennes et internationales (catégorie A) à PARIS (75).

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

1 poste d'expert(e) forestier (catégorie A) à ROME (Italie).

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

1 poste de responsable de la mission des systèmes et réseaux d'information et de communication (MSIC) (F/H) (catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de délégué(e) territorial (catégorie A ou A+) à AURILLAC (15).

1 poste de délégué(e) territorial (catégorie A ou A+) à NANTES (44).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de chargé(e) de mission, gestionnaire dans le domaine de l'action sociale (catégorie A) à PARIS (75).

L'adjoint sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 09/10/2014

Poste à pourvoir	**Bio statisticien (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée de 18 mois**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Direction des laboratoires / Unité de coordination et d'appui à la surveillance

Missions / contexte

Les laboratoires de l'Anses conduisent de nombreuses activités dans le domaine de la surveillance épidémiologique : Appui scientifique et technique aux activités de surveillance, développement de méthodes et d'outils dédiés à la surveillance, production de données de surveillance, analyse et interprétation de données, veille et alerte.
Dans le but de mutualiser et coordonner cette contribution des laboratoires de l'Anses à la surveillance dans les domaines de la santé animale, de la santé végétale et de la sécurité sanitaire des aliments, il a été décidé de mettre en place un « Pôle de surveillance épidémiologique transversal aux laboratoires » regroupant l'unité de coordination et d'appui à la surveillance (UCAS) de la direction des laboratoires, les unités d'épidémiologie des laboratoires de l'Anses ainsi que tout épidémiologiste entrant dans les effectifs des laboratoires de l'Agence.
L'objectif du Pôle dans le domaine de la santé animale est de coordonner et d'animer l'implication des laboratoires de l'Anses dans les différentes thématiques prises en charge par la Plateforme ESA. Ainsi, le Pôle aura pour mission d'assurer une interface avec les besoins identifiés au sein des thématiques de la Plateforme ESA, en veillant, lorsque le besoin en est exprimé par le gestionnaire du dispositif, à un positionnement effectif de l'Agence dans ces thématiques et à la réalisation des missions confiées à l'Anses.
Dans le domaine de la surveillance en santé végétale, le Pôle contribuera réflexions pour la mise en place d'une Plateforme d'épidémiosurveillance en santé végétale analogue à la Plateforme ESA.
Dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, l'objectif du Pôle consistera à préciser et mutualiser l'offre d'appui qui peut être apportée en complément du rôle joué par la Direction de l'évaluation des risques de l'Anses.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef de l'unité de coordination et d'appui à la surveillance (UCAS), contribuer à l'organisation, au développement et à la mise en œuvre des programmes transversaux de traitement et d'analyse des données de surveillance conduits dans le cadre du Pôle transversal surveillance de l'Anses. En lien avec les laboratoires et les unités de l'Agence impliqués dans les domaines de la santé animale, de la santé végétale et de la sécurité sanitaire des aliments, appuyer les travaux d'analyses statistiques menés dans ce contexte.

Activités

A ce titre, le biostatisticien devra :

Dans le domaine du développement méthodologique

- Contribuer au développement de méthodes, d'outils et de référentiels destinés au traitement et à l'analyse statistique des données des dispositifs de surveillance épidémiologique dans les domaines d'activité du Pôle en assumant la gestion ou en participant aux de projets transversaux de développement méthodologiques que le Pôle met en œuvre ou dans lesquels il est impliqué.

Dans le domaine de l'appui méthodologique

- Apporter un appui méthodologique *ad hoc* aux dispositifs de surveillance épidémiologique entrant dans le champ de l'Anses : appui aux plans de traitement et analyse des données, appui à l'automatisation des analyses statistiques et à l'élaboration des tableaux de bords.
- Apporter un appui à l'évaluation quantitative des dispositifs de surveillance.

Dans le domaine de l'animation transversale

- Contribuer à la mutualisation des méthodes de traitement et d'analyse des données de surveillance au sein de l'Agence en développant dans le cadre du Pôle une approche transversale entre les laboratoires et unités de l'Agence ;
- Contribuer à la coordination de l'évaluation quantitative des dispositifs de surveillance.

PROFIL RECHERCHÉ

Niveau requis

BAC + 5 en bio-statistiques

Diplômes

Ingénieur, Master 2, DESS

Expériences

Une expérience dans la réalisation d'études statistiques dans le domaine de la biologie ainsi qu'une expérience dans le domaine de la gestion de données seraient appréciées.

Compétences

- Compétences avérées en réalisation d'analyses statistiques univariées et multivariées (ANOVA, régressions, statistiques descriptives),
- Bonne maîtrise du logiciel R,
- Bonne maîtrise des langages de requêtes des bases de données,
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs,
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires et au travail en équipe.
- Qualités relationnelles et capacités de dialogue et de travail en équipe.

- **Date limite de réponse : 30 octobre 2014**
- **Renseignements sur le poste :** Pascal HENDRIKX, Chef d'unité (pascal.hendrikx@anses.fr**),** Didier CALAVAS, Coordinateur Plateforme ESA (didier.calavas@anses.fr)
- **Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-092 à :** recrutement@anses.fr

Date : 14/10/2014

Poste à pourvoir	**Chargé de dossier scientifique et technique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement ou affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (ANMV)

L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Missions / contexte

Le département Autorisation de mise sur le marché a en charge l'évaluation des médicaments vétérinaires chimiques et immunologiques. Il prépare les décisions administratives qui découlent de l'évaluation en vue de l'octroi ou du refus des AMM.

L'Unité Enregistrement est l'unité de gestion administrative pour l'ensemble des demandes d'autorisations relatives aux médicaments vétérinaires. Elle est composée de 10 personnes.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	Sous l'autorité du chef d'unité enregistrement, le chargé de dossier est le garant du contrôle de la conformité réglementaire des demandes. Il assure leur suivi et la préparation des décisions en lien avec les unités d'évaluation du département.
Activités	En lien avec le personnel du département AMM, les autres départements et la direction, le chargé de dossier assure le secrétariat scientifique du comité d'experts spécialisés (CES) du médicament vétérinaire et du groupe de travail permanent (GT) qui lui est associé. Il a la responsabilité de la préparation, de l'organisation et du suivi des réunions. Il participe activement aux réunions de ces groupes et coordonne les travaux des membres. En tant que chargé de dossier, il a assure le suivi des procédures et la préparation des décisions d'autorisation relatives aux médicaments vétérinaires.
Conditions particulières	Des déplacements sont à prévoir en France métropolitaine. Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

BAC + 5 scientifique

Master en chimie/ biologie apprécié

Expériences similaires

Une expérience en « affaires réglementaires » ou plus généralement dans le domaine de la réglementation du médicament ou le domaine vétérinaire serait appréciée.

Compétences

- Bonne capacité rédactionnelle, expression écrite et orale ;
- Aisance dans la prise de parole ;
- Aptitude à la synthèse des avis et des rapports ;
- Capacité d'écoute, d'analyse ;
- Capacité à travailler en équipe, en réseau, sens du contact ;
- Capacité d'organisation, d'anticipation, d'adaptation et de gestion des priorités ;
- Aptitude à rendre compte ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15/11/2014

Renseignements sur le poste : 02.99.94.78.60

Mme Laëtitia Le Letty, chef de l'unité enregistrement : laetitia.leletty@anses.fr

Mme Paule Carnat-Gautier, chef du département AMM : paule.carnat-gautier@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-096 à : recrutement@anses.fr

Date : 09/10/2014

Poste à pourvoir	**Informaticien administrateur de bases de données (assistance à la maîtrise d'ouvrage) (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée de 18 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Direction des laboratoires / Unité de coordination et d'appui à la surveillance

Missions / contexte

La mise en place de la Plateforme nationale de surveillance épidémiologique en santé animale (Plateforme ESA) est une décision prise dans le cadre des conclusions des États généraux du sanitaire réunis en 2010. La Plateforme ESA est un outil mis à disposition des partenaires de la surveillance des maladies animales en France dans le but d'animer et de coordonner les activités de surveillance et de veiller à ce que les objectifs assignés aux dispositifs de surveillance soient bien atteints et assurer une réactivité suffisante en cas de problème / crise sanitaire ou épizootie. La Plateforme ESA a vocation à organiser et coordonner le recueil, le traitement d'informations épidémiologiques fiables et de produire des indicateurs de l'évolution de la situation épidémiologique. Elle associe les partenaires des différentes structures impliquées dans l'épidémiosurveillance animale, à savoir actuellement : DGAl, Anses, organisations professionnelles et vétérinaires (GDS France, Coop de France, SNGTV et FNC), laboratoires (ADILVA) et organismes scientifiques et techniques (CIRAD et ONCFS). Chaque institution membre de la Plateforme ESA dédie des ressources humaines à la réalisation des activités de la Plateforme. Pour l'Anses, les ressources humaines impliquées dans la réalisation des activités et l'appui au fonctionnement de la Plateforme ESA sont en partie rassemblées au sein de l'Unité de coordination et d'appui à la surveillance (UCAS) de la Direction des laboratoires de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef de l'unité de coordination et d'appui à la surveillance (UCAS), identifier les fonctionnalités et développer les outils de communication et de gestion des données de la Plateforme ESA.

La réalisation de ces missions se fera avec l'appui et en concertation étroite avec la Direction technique et informatique (DTI) de l'Anses pour toutes les activités comportant un lien avec les systèmes d'information et avec la Direction de la communication (Dicodis) pour les activités en lien avec la diffusion de l'information et le développement de sites Internet et Extranet.

Activités

A ce titre, l'informaticien devra :

- Apporter son expertise technique pour la rédaction des cahiers des charges des systèmes d'information en lien avec la Plateforme ESA (sites web Internet et Extranet, développement des différentes phases du Centre de service des données -CSD-ESA- du ministère en charge de l'agriculture, développement des systèmes complémentaires éventuels tels que la saisie nomade des données de surveillance) ;
- Participer à l'élaboration des référentiels communs dans le domaine de l'épidémiosurveillance ;
- Concevoir et apporter un appui à la conception des rapports sanitaires issus du CSD-ESA. Animer un groupe de concepteurs de rapports du CSD-ESA pour assurer le maintien et le développement de la dynamique de production des rapports du CSD-ESA ;
- Identifier, développer et mettre en place une stratégie d'analyse de la qualité des données dans le but d'assurer la production de tableaux de bord de qualité et permettre l'analyse et l'interprétation des données de surveillance ;
- Développer, en cas de besoin spécifique, les bases de données relationnelles et interfaces pour les besoins spécifiques de la Plateforme ESA (BDD sur les dispositifs de surveillance, autres besoins en fonction du développement du CSD-ESA) et définir les conditions d'interaction avec les autres systèmes d'information ;
- Développer et assurer la maintenance du Centre de ressources de la Plateforme ESA (passage du Centre de ressources dans l'outil Web de l'Anses avec a minima maintien et développement des fonctionnalités du site actuel).

PROFIL RECHERCHÉ

Niveau requis

BAC + 5 en informatique dans le domaine des systèmes de gestion de base de données

Diplômes

Ingénieur, Master 2, DESS.

Expériences

Une expérience dans le développement de sites Web, de bases de données relationnelles et d'outils de saisie sur Internet serait appréciée.

Compétences

- Maîtrise de langages de programmation (Perl et SQL ; ruby, python, UML et C/C++ seraient un plus).
- Compétences avérées en création, développement et gestion de bases de données (dans l'un de ces outils : MySQL, Oracle).
- La connaissance de R serait un plus.
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification,
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs,
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires et au travail en équipe.
- Qualités relationnelles et capacités de dialogue et de travail en équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 octobre 2014

Renseignements sur le poste : Pascal HENDRIKX, chef d'unité (pascal.hendrikx@anses.fr), Didier CALAVAS, Coordinateur Plateforme ESA (didier.calavas@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation +cv) en indiquant la référence 2014-091 à : recrutement@anses.fr

Date : 10/10/2014

Poste à pourvoir	**Inspecteur des établissements pharmaceutiques vétérinaires (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou titulaire de catégorie A+ (ISPV, PHISP)**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement ou affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Poste susceptible d'être vacant début 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Agence nationale du médicament vétérinaire (ANMV)- Département Inspection et Surveillance du Marché – Unité Inspection

Missions / contexte

L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments et le contrôle des établissements pharmaceutiques ainsi que du marché des médicaments vétérinaires.

Rattachée au Département Inspection et Surveillance du Marché, l'unité Inspection a en charge l'inspection des établissements pharmaceutiques vétérinaires qui se livrent à la fabrication, à l'importation, à l'exploitation des médicaments vétérinaires ou à la fabrication ou l'importation de médicaments soumis à des essais cliniques ainsi qu'à la distribution en gros de ces médicaments.
Elle inspecte également les installations et sites d'essai qui réalisent des études de sécurité non cliniques entrant dans la constitution des dossiers d'AMM.
Elle a en charge les enquêtes techniques relatives aux demandes d'autorisation d'ouverture et de modification de ces établissements.
Enfin, elle procède au contrôle de la publicité pour les médicaments vétérinaires et à la gestion des défauts qualité déclarés par les industriels.
L'équipe est composée de 5 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Organisation et réalisation, sous l'autorité du Chef d'unité, des missions d'enquêtes et d'inspections d'établissements qui lui sont attribués.

Gestion des rapports d'enquête et d'inspection.

Activités

Inspection sur site des établissements,
Instruction technique de dossiers,
Enquête sur des défauts qualité et suivi des mesures de gestion,
Rédaction de rapports,
Réalisation de prélèvements de médicaments mis sur le marché,
Participation à l'élaboration des textes réglementaires et lignes directrices,
Participation à la rédaction de la documentation qualité.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Diplôme de Docteur en Pharmacie ou de Docteur en Médecine vétérinaire

Expériences similaires

Expérience d'au moins 5 ans en inspection, contrôle ou audit souhaitée

Compétences

- Capacité d'analyse, de synthèse et d'esprit critique
- capacité d'organisation et de restitution
- aptitude à travailler en équipe et en réseau
- maitrise de l'anglais scientifique et technique
- connaissances juridiques, notamment la partie V du code de la santé publique
- expérience de la mise sous assurance qualité et connaissance des référentiels métiers appréciée

Attention :

- conditions d'exercice réglementées (cf. arrêté du 27 septembre 2010 fixant les conditions d'aptitude scientifique et juridique des inspecteurs de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail prévues à l'article L. 5146-4 du code de la santé publique),
- **fréquents déplacements à prévoir en France et potentiellement à l'étranger (permis B exigé)**

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 02/11/2014

Renseignements sur le poste : Mme Françoise PICHARD, Chef du Département Inspection et Surveillance du Marché **ou Luc CHARLES,** Chef de l'unité Inspection**, au 02 99 94 66 65**

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) par courriel en indiquant la référence 2014-095 à :

recrutement@anses.fr)

Administrateur adjoint de la section des affaires européennes et internationales au Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Missions :

Au sein de la direction des services consultatifs, et sous l'autorité de l'administrateur, l'administrateur adjoint contribue au bon fonctionnement de la section, composée du président de section, du rapporteur, des membres de la section (conseillers, personnalités associées), de l'administrateur et du secrétaire. Il participe à l'élaboration des avis et des rapports et rédige les comptes-rendus des travaux de la section.

Activités :

- Préparation et suivi des réunions de section et rédaction hebdomadaire du procès-verbal et du bulletin.
- Dans le cadre de la préparation des avis, rapports et études, en relation avec le rapporteur et l'administrateur :
  - contribution à la recherche de personnalités à auditionner et à la prise de contacts;
  - relecture des comptes-rendus d'auditions rédigés par les sténotypistes;
  - veille et recherche documentaire et de données statistiques;
  - établissement de documents de synthèse (fiches thématiques…);
  - contribution à la rédaction des avis et rapports;
  - suivi de l'impact des documents publiés par la section.
- Participation au comité de direction du « Fil d'Iéna »

Toutes ces activités sont menées en collaboration étroite avec l'administrateur et le secrétaire de la section.

Principales compétences attendues
(savoir faire technique & aptitudes professionnelles)

Professionnelles

- Rigueur et sens de l'organisation
- Réactivité et capacité d'anticipation
- Sens de l'initiative
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Qualités rédactionnelles
- Goût pour le travail en équipe
- Sens de la diplomatie et des relations humaines

Spécifiques

- Curiosité intellectuelle
- Disponibilité nécessaire durant les phases de rédaction des avis et rapports
- Connaissance approfondie et actualisée dans le domaine des affaires européennes et internationales
- Connaissance approfondie du schéma institutionnel français, européen et international
- Maîtrise de l'anglais

Profil (niveau catégoriel, niveau d'expérience,
nature et niveau de formation requis)

Niveau catégoriel : fonctionnaire de catégorie A - Attaché d'administration

Expérience 2 à 3 ans

Formation : Niveau licence ou master (Sciences Po, IRA ou études universitaires)

Merci d'adresser vos candidatures à : drhrecrutement@lecese.fr

Avant le 15 novembre 2014

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires

Catégorie A
Poste d'Expert forestier
Mise à disposition à la FAO à Rome
Prise de poste : janvier 2015

Responsable du secrétariat de Silva Mediterranea au Service des forêts sèches, de l'agroforesterie et du changement climatique au sein de la Division de l'évaluation, de la gestion et de la conservation des forêts, département des Forêts de la FAO, Rome.

CONTEXTE :

Silva Mediterranea est un des organes statutaires de la FAO, un forum qui propose des directives et des actions sur les principales questions forestières du bassin méditerranéen. 26 pays et la Communauté européenne sont membres de ce comité. Il a pour objectif à la fois d'identifier les problèmes et de procurer des conseils politiques et techniques à la FAO, à ses membres et à toute autre personne lorsque cela est approprié.

RESPONSABILITES ET DESCRIPTION DES TACHES :

Sous les orientations du Directeur de l'évaluation, la gestion et la conservation des forêts (FOM) et en étroite collaboration avec la Division de l'économie, des politiques et des produits forestiers (FOE), la personne mise à disposition contribuera au suivi des activités du secrétariat du comité *Silva Mediterranea* en réalisant notamment les tâches suivantes :

- Mettre en œuvre les recommandations issues de l'évaluation *Silva Mediterranea* présentée en session extraordinaire au Comité en juin 2014, en particulier en :
- Coordonnant l'élaboration d'une stratégie propre au Comité s'appuyant sur une identification des domaines prioritaires parmi les axes et/ou recommandations du cadre stratégique pour les forêts méditerranéennes ;
- Mobilisant de manière soutenue des décideurs de haut niveau de la région aux sessions du Comité ;
- En orientant les activités du Secrétariat du Comité vers le renforcement du lien avec les pays membres et de la dynamique interne ;
- En orientant les activités du Secrétariat du Comité vers la réactivation effective et continue de points focaux nationaux.

- Assurer le secrétariat du Comité *Silva Mediterranea,* en coordination avec l'unité en charge des organes statutaires au sein du Département des forêts : préparation et organisation des réunions du Comité *Silva Mediterranea* (des intersessions et des réunions du Comité Exécutif Elargi) comme planifié à l'occasion du COFO ;

- Dans le cadre du Partenariat collaboratif sur les forêts méditerranéennes, piloter, coordonner et suivre les projets en cours de développement et/ou de lancement, en particulier les composantes du projet financées par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), projet intitulé "Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux" (échéance : fin 2015 - bénéficiaire : FAO) ;

- Renforcement et suivi de la collaboration entre le comité *Silva Mediterranea* et d'autres organisations (liste non exhaustive : Partenariat collaboratif pour les forêts méditerranéennes, GIZ, Centre forestier de Catalogne, EFIMED, AIFM, IUCN, les bureaux du WWF en Méditerranée, Plan Bleu, The Nature Conservancy/TNC, Fondations, etc.) actives dans le domaine des forêts méditerranéennes ;

- Contribuer à l'organisation des semaines forestières méditerranéennes, qui se tiennent tous les deux ans à l'initiative d'un pays membre (4ème semaine à Barcelone en mars 2015) ;

- Coordonner la réalisation et l'édition, tous les cinq ans, du document « L'état des forêts méditerranéennes » ;

- Assurer la communication régulière avec les membres du Comité Exécutif Elargi de Silva Mediterranea et les représentants des différents pays membres, en mettant à jour et en éditant les outils de communication existants (site web, newsletter) et en les faisant évoluer ;

En collaboration avec le département de la communication de la FAO, du Comité exécutif élargi et organisations partenaires au niveau méditerranéen (Plan bleu, IUCN, WWF, EFIMED, AIFM, etc.), développer et mettre en œuvre la stratégie de communication visant à sensibiliser les décideurs dans les pays concernés et les bailleurs de fonds sur l'importance des forêts méditerranéennes ; renforcer la visibilité du Comité au sein et en dehors de ses pays membres pour une meilleure prise en considération des forêts méditerranéennes dans l'agenda international ;

- Appui aux groupes de travail dans l'identification et l'élaboration de concepts (idées de projets) et l'élaboration et la mise en oeuvre de projets régionaux ;

- Participation aux événements et réunions traitant des thématiques prioritaires et problématiques des forêts méditerranéennes ;

- Développement de collaborations avec les projets et programmes en cours au niveau national et régional ;

- Suivi des avancées et progrès réalisés en matière de connaissances et approches liées aux problématiques des forêts méditerranéennes (feux de forêts, ressources génétiques, pratiques de gestion de l'eau, changement climatique, biens et services fournis par les écosystèmes forestiers, gouvernance) et promotion de leur transfert aux groupes de travail et aux experts nationaux (à travers la réalisation et/ou dissémination de la documentation et manuels, organisation et/ou participation aux sessions de formation et aux réunions d'experts, commentaires aux consultations d'experts) ;

- Suivi des activités menées par l'Union pour la Méditerranée ;

- Développement et mise à jour d'une base de données intégrant les membres de Silva Mediterranea, les organisations actives en méditerranée dans le domaine des forêts ;

- S'acquitter d'autres taches connexes qui pourront lui être confiées.

QUALIFICATIONS RECQUISES :

- Expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques forestières, de préférence sur la région méditerranéenne ou en Méditerranée ;
- Expérience en animation de réseau sur des questions forestières dans un contexte international et en organisation de conférences/ateliers ;
- Expérience en montage et mise en œuvre de projets ;
- Langues de travail : Anglais et Français (la pratique de la langue arabe ou espagnol est un plus).

DUREE de l'ENGAGEMENT : 3 ans (renouvelable maximum 2 fois un an) à ROME, FAO.

PERSONNES à CONTACTER :
- Marie-Hélène Le Hénaff, DGPAAT, Sous-directrice des échanges internationaux, Tél : 01.49.55.45.08, marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr.
- Véronique Borzeix, DGPAAT, Sous-directrice de la forêt et du bois, Tél : 01.49.55.51.17 - veronique.borzeix@agriculture.gouv.fr.
- Catherine Rivoal, DGPAAT, Chargée de mission pour les affaires internationales forestières, Tél : 01.49.55. 42.32 - catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr.
- Valérie VION, DGPAAT, cheffe du Bureau du développement et des organisations internationales, Tél : 01.49.55.48.66 - valerie.vion@agriculture.gouv.fr.
- Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPAAT, au Bureau des échanges et de la promotion, à Colette BOURJOUX, mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Service des systèmes d'information, de la diffusion, de l'économie et de la communication (SIDEC)
12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 30003
93555 Montreuil-sous-Bois

Responsable de la mission des systèmes et réseaux d'information et de communication » (MSIC) (F/H)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)
Localisation du poste : Montreuil</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public administratif chargé de la mise en œuvre du dispositif relatif aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).
Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance, suivi contrôle et protection des SIQO ;
- Protection des aires d'appellation d'origine ;
- Promotion des concepts et information.
Au sein du service SIDEC, la mission des systèmes et réseaux d'information et de communication a en charge l'administration, l'exploitation et la maintenance des infrastructures système et réseau, des matériels et logiciels ainsi que le support aux utilisateurs.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Encadrer la mission SIC du service (deux techniciens), définir les procédures de gestion et administrer les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux et de sites des SI.
Assurer le maintien en condition opérationnelle, l'exploitation et l'assistance aux utilisateurs des systèmes et réseaux d'information et de communication.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Piloter la mission et organiser son activité en veillant à assurer la continuité de service et la gestion de crise.
Etre force de proposition pour la mise en œuvre des orientations du contrat d'objectifs dans le domaine des SI.
Renforcer la professionnalisation des pratiques notamment par la documentation et la mise en œuvre de processus.
Mettre en œuvre, administrer et maintenir les composants logiciels d'infrastructures pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité.
Gérer les incidents et assurer le support aux utilisateurs
Rédiger les cahiers des charges de prestations et encadrer les prestataires.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Agents de l'INAO, FranceAgriMer, ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, sociétés de service.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Compétences techniques de niveau bac + 3 ou 4 ou diplôme d'ingénieur ;
- Architecture et fonctionnalités des systèmes et réseaux d'information et de communication ;
- Configuration et maintenance des environnements de travail ;
- Ingénierie et administration serveurs et réseaux.</td><td>- Encadrement d'équipe ;
- Pilotage de prestataires informatiques.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL - Tél. : 01.73.30.38.02 - Mél : x.paul@inao.gouv.fr
Informations sur le poste :
Mme Anne-Marie MATHERAT, responsable du SIDEC - Tél. : 01.73.30.38.77
Mél. : am.matherat@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Auvergne-Limousin
14, avenue du Garric
15000 AURILLAC

Délégué(e) territorial

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste :
Catégorie : A+ ou A IDAE, IAE, Statut unifié groupe 1 ou 2
Localisation du poste : Aurillac</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 2</td><td>Cotation part fonction PFR : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public administratif chargé de la mise en œuvre du dispositif relatif aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance, suivi contrôle et protection des SIQO ;
- Protection des aires d'appellation d'origine ;
- Promotion des concepts et information.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer les missions de l'INAO sur le territoire de la délégation territoriale, gérer la délégation territoriale et assurer l'animation et l'encadrement des 6 agents (hors le délégué).
Durée prévue sur le poste : 5 ans.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le délégué territorial, représentant du directeur, est le porte-parole de la politique générale de l'Institut, des positions des instances, et des décisions du directeur.
Sous l'autorité du directeur, il gère la délégation territoriale avec un rôle managérial auprès des agents.
Il est responsable :
- Du fonctionnement et de l'accomplissement des missions de l'INAO au sein de la délégation territoriale dont il a la charge ;
- De l'avancement des projets (hors dossiers relatifs aux labels rouges). Validation des dossiers pour inscription à l'ordre du jour des instances délibératives nationales ou pour mise à la signature du directeur (plans de contrôles, courriers,…).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Rattaché au Directeur ;
- Encadrement hiérarchique des agents de la délégation territoriale ;
- Relations avec la direction, les services nationaux, les partenaires institutionnels de l'INAO et les organisations professionnelles ;
- Nombreux déplacements.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Concepts de SIQO ; techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires ; - Economie des filières agricoles et agroalimentaires ;
- Environnement institutionnel et professionnel ;
- Organisation et dynamique des filières et groupements ;
- Maîtrise des outils bureautiques.</td><td>- Aptitude à communiquer et à travailler en équipe ;
- Pilotage de projets ;
- Capacités d'encadrement et d'animation, relationnelles, d'organisation et de représentation, d'analyse et de synthèse ;
- Conduite de réunion.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Ouest
1, rue Stanislas Baudry
44000 Nantes

Délégué(e) territorial

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste :
Catégorie : A+ ou A, IDAE, IAE, Statut unifié groupe 1 ou 2
Localisation du poste : Nantes</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 2</td><td>Cotation part fonction PFR : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public administratif chargé de la mise en œuvre du dispositif relatif aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance, suivi contrôle et protection des SIQO ;
- Protection des aires d'appellation d'origine ;
- Promotion des concepts et information.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer les missions de l'INAO sur le territoire de la délégation territoriale, gérer la délégation territoriale et assurer l'animation et l'encadrement des 10 agents (hors le délégué).</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le délégué territorial, représentant du directeur, est le porte-parole de la politique générale de l'Institut, des positions des instances, et des décisions du directeur.
Sous l'autorité du directeur, il gère la délégation territoriale avec un rôle managérial auprès des agents.
Il est responsable :
- Du fonctionnement et de l'accomplissement des missions de l'INAO au sein de la délégation territoriale dont il a la charge ;
- De l'avancement des projets (hors dossiers relatifs aux labels rouges).
Validation des dossiers pour inscription à l'ordre du jour des instances délibératives nationales ou pour mise à la signature du directeur (plans de contrôles, courriers,…).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Rattaché au Directeur ;
- Encadrement hiérarchique des agents de la délégation territoriale ;
- Relations avec la direction, les services nationaux, les partenaires institutionnels de l'INAO et les organisations professionnelles ;
- Nombreux déplacements.
Durée prévue sur le poste : 5 ans.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Concepts de SIQO ;
- Techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires ;
- Economie des filières agricoles et agroalimentaires ;
- Environnement institutionnel et professionnel ;
- Organisation et dynamique des filières et groupements ;
- Maîtrise des outils bureautiques.</td><td>- Aptitude à communiquer et à travailler en équipe ;
- Pilotage de projets ;
- Capacités d'encadrement et d'animation, relationnelles, d'organisation et de représentation, d'analyse et de synthèse ;
- Conduite de réunion.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel,
doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

ONCFS **09/10/2014**
Avis n° 14-304

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

A pourvoir par voie de mutation interne, de détachement ou de mise à disposition, voire de contrat à durée déterminée (3 ans)

Catégorie et grade:	Filière administrative Personnel de conception- Catégorie A
Fonction :	Chargé de mission, gestionnaire, dans le domaine de l'action sociale F/H
Affectation :	Direction des ressources humaines - Division action sociale
Résidence administrative :	Paris 17ème - Non logé

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

L'équipe de la Direction des ressources humaines (DRH) traite de l'ensemble des sujets relatifs à la gestion du personnel, des emplois et des compétences. Elle est composée notamment:
- d'une division action sociale,
- d'une division formation,
- d'une division du personnel, elle-même organisée en deux pôles de gestion :
  - personnels titulaires, fonctionnaires de l'environnement,
  - personnels contractuels, permanents et non permanents.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Chef de division, au sein de la division action sociale, le chargé de mission, gestionnaire, apporte un appui en matière de suivi de l'évolution de la législation sociale applicable aux fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat et assure en liaison avec les autres gestionnaires de la division sa mise en œuvre au profit des personnels de l'Etablissement.

Activités principales

- **Appui au Chef de division pour les dossiers transversaux.**
  - Suit le budget de la division action sociale.
  - Contribue à l'élaboration des documents de la DRH : Bilan social, rapport d'activité.
  - Contribue à la réalisation d'enquêtes ou études.
  - Vérifie et participe à la mise en ligne d'informations relatives à l'action sociale et à leur mise à jour sur les sites internet et intranet et est force de proposition sur les contenus de ces pages.
  - Contribue à la modernisation et à la rationalisation des procédures.

- **Contribution à la gestion des dossiers et analyse des données sociales.**
  - Participe à la préparation de réunions et rédige des comptes-rendus ou des procès-verbaux.
  - Contribue aux analyses et aux études destinées au CHSCT (risques professionnels dont risques routiers, suivi du document unique d'évaluation des risques professionnels, du plan de prévention des risques, des registres, analyse de l'accidentologie et des maladies…).
  - Suit les dossiers sociaux.

- **Veille juridique en matière de législation sociale propre à la fonction publique d'Etat.**

Savoir-faire	Connaissances
Expérience attendue dans le secteur de la protection sociale des agents publics sous tendant de savoir : -analyser et appliquer la législation en la matière, -rédiger, -organiser le travail.	Contexte et environnement professionnel (missions, fonctionnement et politique de l'établissement) et mise en perspective avec les politiques publiques, notamment en matière de protection sociale.
Travailler en réseau.	Gestion des ressources humaines, notamment dans le secteur public. Droit du travail.
Discerner les enjeux, anticiper, prendre des initiatives alerter et rendre compte. Détecter les anomalies et alerter sur les situations à risque.	Maîtrise des outils bureautiques informatiques classiques et aptitude à l'utilisation de logiciels dédiés.
Communiquer sur l'activité pour expliquer aux agents le sens de l'action et faire preuve de pédagogie.	

Savoir-être : Disposer d'une grande rigueur, de sens relationnel et d'une grande discrétion.

Diplôme et qualifications : Un diplôme de niveau II est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie A. Une formation/ ou une expérience en droit du travail ou sociologie du travail sera appréciée, ainsi qu'une expérience du secteur public.

Conditions particulières d'exercice

- Règles de confidentialité à respecter.
- Participation active aux actions de partage et de transfert des connaissances au sein de l'équipe, notamment à l'occasion de départs en retraite.

Personnes à contacter - Modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :

Carole d'ANCHALD, Chef de la division action sociale 01.44.15.17.09
Ou Frédérique LECOCQ, Adjointe de la Directrice des ressources humaines, chargée de la gestion prévisionnelle des ressources humaines 01.44.15.17.14

Pour candidater :

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature avant le 31 octobre 2014** - terme de rigueur :

- en interne, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
- ou en externe, par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé, et, pour les candidatures par détachement ou mise à disposition, les trois dernières fiches d'évaluation ou de notation).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant :

Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram
75017 PARIS